

# Ne laissons pas d'autres "Saint-Brévin" se reproduire

Paris, le 11 mai 2023 - Suite à un incendie criminel de son domicile, résultant de menaces de mort de délinquants d'extrême droite opposés à l'implantation par l'État sur la commune d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile, le maire de Saint-Brévin-Les-Pins, Yannick Morez, doit se résoudre à quitter ses fonctions, déplorant n'être soutenu ni par le gouvernement ni par le préfet, ne bénéficier d'aucune protection, disant publiquement se sentir "abandonné".

*« Le 25 février dernier, j'étais à Saint-Brévin pour manifester mon soutien au maire Yannick Morez et aux Brévinois, aux côtés de 1 200 citoyens attachés à une France ouverte, accueillante et humaine. J'ai appris hier avec sidération que Y. Morez démissionne de ses fonctions et quitte sa ville, afin de protéger les siens et de pouvoir vivre paisiblement. Nous le soutenons sans réserve. La haine et la violence, attisées par les responsables politiques d'extrême droite, auront remporté une triste manche. Mais elles ne l'ont pas remportée seule... et c'est là le plus terrifiant. En ne prenant pas parti clairement et sans aucune ambiguïté pour le dialogue et l'apaisement sur les questions d'immigration, en jouant au contraire la surenchère législative dans une course à l'échalote avec ses oppositions de droite et d'extrême droite, notre gouvernement légitime la violence, la haine, la xénophobie, le nationalisme et le repli sur soi. »* a déclaré Vanessa Krycève, présidente de l'association *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration* et porte-parole de la campagne *Pour un débat apaisé*.

Pour que Saint-Brévin ne puisse plus se reproduire en France, **nous appelons à nouveau Emmanuel Macron à engager en France un dialogue apaisé et constructif sur la migration.**

Et puisqu'il n'est manifestement pas possible au sein du Parlement, puisque le débat public et médiatique relève de l'hystérie sur le sujet, **nous demandons que ce dialogue puisse avoir lieu dans le cadre apaisé et éclairé d'une convention citoyenne encadrée par le Conseil économique social et environnemental dont c'est la mission.**

\* \* \*

A propos de l'appel à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration: issu d'un groupe de citoyens engagés et porté par l'association loi 1901 *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration*, qui mène la campagne de mobilisation *Pour un débat apaisé* invitant les citoyens et la société civile dans son ensemble à se joindre à l'appel au Président de la République, Emmanuel Macron, et à son gouvernement, pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration.

### **Contacts presse**

Robert Morel - [presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr](mailto:presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr) - 06 59 35 23 15

web: <http://pourundebatapaise.fr/>

*Dossier de presse complet disponible sur demande.*